



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NUMERO — \$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário do Governo» e do «Diário das Sessões», deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional de Lisboa.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo, dependendo a sua publicação de depósito prévio a efectuar na Imprensa Nacional de Lisboa.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 48 034:

Aprova, para ratificação, o Acordo Internacional Relativo às Normas para o Estabelecimento de Tarifas dos Serviços Aéreos Regulares, assinado em Paris a 10 de Julho de 1967.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos

Decreto-Lei n.º 48 034

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo Internacional Relativo às Normas para o Estabelecimento de Tarifas dos Serviços Aéreos Regulares, assinado em Paris em 10 de Julho de 1967, cujo texto em língua francesa e respectiva tradução para português vão anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 13 de Novembro de 1967. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — António Jorge Martins da Mota Veiga — Manuel Gomes de Araújo — Alfredo Rodrigues dos Santos Júnior — Mário Júlio de Almeida Costa — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Joaquim da Luz Cunha — Fernando Quintanilha Mendonça Dias — Alberto Marciano Gorjão Franco Nogueira — José Albino Machado Vaz — Joaquim Moreira da Silva Cunha — Inocêncio Galvão Teles — José Gonçalo da Cunha Sottomayor Correia de Oliveira — Carlos Gomes da Silva Ribeiro — José João Gonçalves de Proença — Francisco Pereira Neto de Carvalho.

Para ser presente à Assembleia Nacional.

ACCORD INTERNATIONAL SUR LA PROCÉDURE APPLICABLE À L'ÉTABLISSEMENT DES TARIFS DES SERVICES AÉRIENS RÉGULIERS

Les Gouvernements soussignés,

Considérant que l'établissement des tarifs des services aériens réguliers internationaux est régi de différentes façons par de nombreux accords bilatéraux de transport aérien, ou ne fait l'objet d'aucune disposition entre États,

Souhaitant que les principes et les procédures pour l'établissement de ces tarifs soient uniformes et qu'il soit recouru aux procédures de l'Association du Transport Aérien International chaque fois que cela est possible, Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Le présent Accord:

a) Établit les dispositions tarifaires applicables aux services aériens réguliers internationaux entre deux États Parties au présent Accord:

- 1º Lorsque ces États ne sont pas liés entre eux par un accord bilatéral relatif à ces services,
- 2º Lorsqu'un tel accord bilatéral existe mais ne contient pas de disposition tarifaire;

b) Remplace les dispositions tarifaires contenues dans un accord bilatéral déjà conclu entre deux États Parties au présent Accord, pendant toute la durée où ce dernier reste en vigueur entre ces deux États.

ARTICLE 2

1) Dans les paragraphes suivants, le terme «tarif» désigne les prix du transport des passagers, des bagages et des marchandises et les conditions dans lesquelles ils s'appliquent, ainsi que les prix et conditions relatifs aux services d'agences et autres services auxiliaires, à l'exception toutefois des rémunérations et conditions relatives au transport du courrier.

2) Les tarifs à appliquer par les entreprises de transport aérien de l'une des Parties pour le transport à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie sont établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation, notamment du coût d'exploitation, d'un bénéfice raisonnable, ainsi que des tarifs appliqués par les autres entreprises de transport aérien.

3) Les tarifs mentionnés au paragraphe 2 du présent article sont, si possible, convenus entre les entreprises de transport aérien des deux Parties, après consultation des autres entreprises exploitant tout ou partie de la route; les entreprises doivent, autant que possible, réaliser cet accord en recourant à la procédure de l'Association du Transport Aérien International pour l'élaboration des tarifs.

4) Les tarifs ainsi convenus sont soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties, au moins quatre-vingt-dix jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Dans des cas spéciaux, ce délai peut être réduit, sous réserve de l'accord desdites autorités.

5) Cette approbation peut être donnée expressément. Si ni l'une ni l'autre des autorités aéronautiques n'a exprimé son désaccord dans un délai de trente jours à partir de la date où la soumission aura été effectuée conformément au paragraphe 4 du présent article, lesdits tarifs sont considérés comme approuvés. Dans le cas d'un délai de soumission réduit de la manière prévue au paragraphe 4, les autorités aéronautiques peuvent convenir d'un délai inférieur à trente jours pour la notification d'un éventuel désaccord.

6) Lorsqu'un tarif ne peut être établi conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, ou lorsqu'une autorité aéronautique, dans les délais mentionnés au paragraphe 5 du présent article, fait connaître à l'autre autorité aéronautique son désaccord à l'égard de tout tarif convenu conformément aux dispositions du paragraphe 3, les autorités aéronautiques des deux Parties doivent, après avoir consulté les autorités aéronautiques de tout autre État dont elles estiment utile de prendre l'avis, s'efforcer de déterminer le tarif au moyen d'un accord entre elles.

7) Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur un tarif qui leur est soumis conformément au paragraphe 4 du présent article, ou sur la détermination d'un tarif aux termes du paragraphe 6 du présent article, le différend est réglé d'après les dispositions prévues dans l'accord bilatéral de transport aérien pour le règlement des différends.

8) Tout tarif établi conformément aux dispositions du présent article demeure en vigueur jusqu'à l'établissement d'un nouveau tarif. Toutefois, la validité d'un tarif ne peut être prolongée en vertu de ce paragraphe pour une période supérieure à douze mois après la date à laquelle elle aurait dû prendre fin.

ARTICLE 3

1) S'il n'y a pas d'accord bilatéral de transport aérien entre les deux Parties, ou si un accord bilatéral existe mais ne comporte pas de dispositions pour le règlement des différends, et qu'il se produise un différend tel que prévu au paragraphe 7 de l'article 2, les deux Parties peuvent, d'un commun accord, soumettre le différend pour règlement à toute personne ou organisme, ou, à la demande de l'une d'elles, convenir de le soumettre à un tribunal composé de trois arbitres.

2) En vue de composer le tribunal arbitral, chaque Partie nomme un arbitre dans un délai de soixante jours à partir de la date d'acceptation par l'autre Partie de la demande d'arbitrage, et le troisième arbitre est désigné par les deux premiers dans un autre délai de soixante jours à partir de la nomination du second arbitre.

3) Si l'une ou l'autre des Parties s'abstient de nommer un arbitre dans la période spécifiée, ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans le délai imparti, le président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale peut être prié par l'une des Parties de compléter le tribunal arbitral. Dans ce cas, le troisième arbitre doit être le ressortissant d'un État tiers et assumer les fonctions de président du tribunal arbitral.

4) A moins que les Parties n'en aient convenu autrement, le tribunal établit sa propre procédure. Toutes ses décisions sont prises à la majorité des voix et sont définitives.

ARTICLE 4

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, paragraphe 7, et de l'article 3, tout différend entre deux Parties ou plus, concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord qui ne peut pas être réglé par voie de

négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une d'entre elles. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

ARTICLE 5

Le présent Accord est ouvert à la signature de tout État membre de la Commission Européenne de l'Aviation Civile.

ARTICLE 6

1) Le présent Accord est soumis à la ratification ou à l'approbation des États signataires.

2) Les instruments de ratification et les notifications d'approbation seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 7

1) Le présent Accord entre en vigueur le trentième jour après que cinq États membres de la Commission Européenne de l'Aviation Civile auront, soit déposé un instrument de ratification, soit notifié une approbation.

2) A l'égard de chaque État qui le ratifiera ou l'approuvera par la suite, il entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de son instrument de ratification ou de sa notification d'approbation.

ARTICLE 8

1) Le présent Accord est ouvert après son entrée en vigueur à l'adhésion de tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée.

2) L'adhésion est effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et prend effet le trentième jour qui suit la date de ce dépôt.

ARTICLE 9

Le présent Accord peut être dénoncé par toute Partie au moyen d'une notification adressée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Cette dénonciation prend effet un an après réception de ladite notification.

ARTICLE 10

1) Toute Partie peut, au moment où elle signe, ratifie ou approuve le présent Accord ou y adhère, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par les dispositions de l'article 4. Les autres Parties ne sont pas liées par lesdites dispositions envers toute Partie qui a formulé une telle réserve.

2) Toute Partie qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 11

1) Dès son entrée en vigueur, le présent Accord est enregistré auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par les soins de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

2) L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale transmet un exemplaire certifié du présent Accord à tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée.

3) L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale notifie à tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée:

- a) Toute signature du présent Accord;
- b) Le dépôt de tout instrument de ratification, de toute notification d'approbation ou de tout instrument d'adhésion et la date de ce dépôt;
- c) Toute notification de dénonciation reçue;
- d) Toute notification de réserve faite en application de l'article 10 et tout retrait d'une telle réserve.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le dix juillet mille neuf cent soixante-sept, en un exemplaire unique, en français, anglais et espagnol, chacun de ces textes faisant également foi.

Autriche.
Belgique.
Danemark.
Finlande.
France.
République Fédérale d'Allemagne.
Grèce.
Islande.
Irlande.
Italie.
Luxembourg.
Pays-Bas.
Norvège.
Portugal.
Espagne.
Suède.
Suisse.
Turquie.
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

ACORDO INTERNACIONAL RELATIVO AS NORMAS PARA O ESTABELECIMENTO DE TARIFAS DOS SERVIÇOS AÉREOS REGULARES

Os Governos signatários,

Considerando que o estabelecimento das tarifas dos serviços aéreos regulares internacionais se rege de diferentes maneiras por numerosos acordos bilaterais de transporte aéreo ou não se encontra mesmo regulamentado por nenhuma das disposições entre Estados,

Desejando que os princípios e procedimentos para o estabelecimento de tais tarifas sejam uniformes e se recorra aos procedimentos da Associação de Transporte Aéreo Internacional sempre que possível,

Acordaram o seguinte:

ARTIGO 1

O presente Acordo:

a) Estabelece as disposições tarifárias aplicáveis aos serviços aéreos regulares internacionais entre dois Estados Partes do presente Acordo:

- 1.º Quando entre esses Estados não exista acordo bilateral relativo aos referidos serviços;
- 2.º Quando, existindo acordo bilateral, este não contenha disposições tarifárias;

b) Substitui as disposições tarifárias contidas em acordo bilateral já concluído entre dois Estados Partes do pre-

sente Acordo pelo tempo em que este último continue em vigor entre esses dois Estados.

ARTIGO 2

1) Nos parágrafos seguintes, o termo «tarifa» significa os preços do transporte de passageiros, bagagem e mercadorias e as condições em que se aplicam, assim como os preços e condições referentes aos serviços de agência e outros serviços auxiliares, com excepção, todavia, das remunerações e condições relativas ao transporte de correio.

2) As tarifas a aplicar pelas empresas de transporte aéreo de uma das Partes em relação a transportes com destino ou proveniência no território da outra Parte serão estabelecidas a níveis razoáveis, tendo em devida conta todos os elementos relevantes, especialmente custo de exploração, lucro razoável e tarifas aplicadas por outras empresas de transporte aéreo.

3) As tarifas mencionadas no parágrafo 2 deste artigo serão, se possível, acordadas entre as empresas de transporte aéreo de ambas as Partes, após consulta a outras empresas que operem em toda ou parte da rota; as empresas deverão chegar a esse acordo recorrendo, na medida do possível, ao procedimento para elaboração de tarifas da Associação de Transporte Aéreo Internacional.

4) As tarifas assim acordadas serão submetidas à aprovação das autoridades aeronáuticas das duas Partes, pelo menos 90 dias antes da data prevista para a sua entrada em vigor. Em casos especiais, este prazo poderá ser reduzido mediante acordo das referidas autoridades.

5) Esta aprovação poderá ser dada expressamente. Se nenhuma das autoridades aeronáuticas tiver manifestado o seu desacordo no prazo de 30 dias, a contar da data de apresentação das tarifas nos termos do parágrafo 4 deste artigo, serão estas consideradas aprovadas. No caso de redução do prazo para apresentação das tarifas nos termos do parágrafo 4, as autoridades aeronáuticas poderão acordar num prazo inferior a 30 dias para notificação do seu eventual desacordo.

6) Quando uma tarifa não puder ser estabelecida de harmonia com o disposto no parágrafo 3 do presente artigo ou quando uma autoridade aeronáutica comunicar à outra, nos prazos mencionados no parágrafo 5 deste artigo, o seu desacordo relativamente a qualquer tarifa acordada nos termos do parágrafo 3, deverão as autoridades aeronáuticas das duas Partes, após consulta às autoridades aeronáuticas de qualquer outro Estado cujo parecer considerem útil, esforçar-se por determinar a tarifa de mútuo acordo.

7) Se as autoridades aeronáuticas não puderem chegar a acordo sobre uma tarifa que seja submetida à sua aprovação de harmonia com o parágrafo 4 do presente artigo ou sobre a determinação de uma tarifa nos termos do parágrafo 6 deste artigo, o diferendo será solucionado em conformidade com as disposições para a solução de diferendos previstas no acordo bilateral de transportes aéreos.

8) Qualquer tarifa estabelecida em conformidade com o disposto no presente artigo continuará em vigor até ao estabelecimento de nova tarifa. A validade de uma tarifa não poderá, todavia, ser prorrogada em virtude deste parágrafo por período superior a doze meses, a contar da data em que deveria ter expirado.

ARTIGO 3

1) Se não houver acordo bilateral de transporte aéreo entre as duas Partes ou, existindo acordo bilateral, este não incluir disposições para a solução de diferendos e surgir um diferendo como o previsto no parágrafo 7 do

artigo 2, as duas Partes poderão, de comum acordo, submetê-lo à decisão de qualquer pessoa ou organismo, ou, a pedido de uma delas, concordar em submetê-lo a um tribunal constituído por três árbitros.

2) Para constituir este tribunal, cada uma das Partes nomeará um árbitro no prazo de 60 dias, a contar da data de aceitação do pedido de arbitragem pela outra Parte, e o terceiro árbitro será designado pelos dois primeiros num prazo adicional de 60 dias, a contar da nomeação do segundo árbitro.

3) Se uma ou outra das Partes se abster de nomear um árbitro dentro dos respectivos prazos ou se o terceiro árbitro não tiver sido designado, qualquer das Partes poderá solicitar do presidente do conselho da Organização da Aviação Civil Internacional que complete o tribunal arbitral. Neste caso, o terceiro árbitro deverá ser nacional de um terceiro país e assumir as funções de presidente do tribunal arbitral.

4) Salvo acordo em contrário das Partes, o tribunal determinará o seu próprio procedimento. Todas as decisões serão tomadas por maioria de votos e serão definitivas.

ARTIGO 4

Sem prejuízo do disposto no artigo 2, parágrafo 7, e no artigo 3, qualquer diferendo que surja entre duas ou mais Partes sobre a interpretação ou aplicação do presente Acordo e que não possa ser solucionado por meio de negociações será submetido a arbitragem, a pedido de uma delas. Se, dentro de seis meses, a contar da data do pedido de arbitragem, as Partes não conseguirem chegar a acordo sobre a organização desta, qualquer delas poderá submeter o diferendo ao Tribunal Internacional de Justiça, requerendo-o em conformidade com o estatuto do referido Tribunal.

ARTIGO 5

O presente Acordo ficará aberto à assinatura de todos os Estados membros da Comissão Europeia da Aviação Civil.

ARTIGO 6

1) O presente Acordo estará sujeito à ratificação dos Estados signatários ou à sua aprovação.

2) Os instrumentos de ratificação e as notificações de aprovação serão depositados junto da Organização da Aviação Civil Internacional.

ARTIGO 7

1) O presente Acordo entrará em vigor no trigésimo dia, após cinco Estados membros da Comissão Europeia da Aviação Civil terem depositado os seus instrumentos de ratificação ou notificado a sua aprovação.

2) Em relação aos Estados que o ratificarem ou aprovarem posteriormente, entrará em vigor 30 dias após a data do depósito do instrumento de ratificação ou da notificação de aprovação.

ARTIGO 8

1) Após a sua entrada em vigor, o presente Acordo ficará aberto à adesão de qualquer Estado membro da Organização das Nações Unidas ou de qualquer organismo especializado.

2) A adesão efectuar-se-á pelo depósito de um instrumento de adesão junto da Organização da Aviação Civil Internacional e tornar-se-á efectiva no trigésimo dia após a data do depósito.

ARTIGO 9

Qualquer das Partes poderá denunciar o presente Acordo por notificação dirigida à Organização da Aviação Civil Internacional. A denúncia tornar-se-á efectiva um ano após a data da recepção da referida notificação.

ARTIGO 10

1) No momento de assinar, ratificar ou aprovar o presente Acordo ou de a ele aderir, qualquer das Partes poderá declarar que não se considera vinculada pelas disposições do artigo 4. As outras Partes não ficarão vinculadas pelas citadas disposições em relação à Parte que tiver formulado tal reserva.

2) Qualquer Parte que tiver formulado uma reserva em conformidade com o disposto no parágrafo anterior, poderá, em qualquer momento, retirá-la por meio de notificação dirigida à Organização da Aviação Civil Internacional.

ARTIGO 11

1) Logo que o presente Acordo entre em vigor será registado junto do secretário-geral da Organização das Nações Unidas pela Organização da Aviação Civil Internacional.

2) A Organização da Aviação Civil Internacional remeterá um exemplar certificado do presente Acordo a todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas ou de um organismo especializado.

3) A Organização da Aviação Civil Internacional notificará todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas ou de um organismo especializado:

- a) De qualquer assinatura do presente Acordo;
- b) Do depósito de qualquer instrumento de ratificação, notificação de aprovação ou instrumento de adesão e da data do seu depósito;
- c) Da recepção de qualquer notificação de denúncia;
- d) De qualquer notificação de reserva feita nos termos do artigo 10 e de qualquer retirada da mesma.

Em fé do que os signatários, devidamente autorizados, assinaram o presente Acordo.

Feito em Paris, aos dez de Julho de mil novecentos e sessenta e sete, num exemplar único, em francês, inglês e espanhol, cada um dos três textos fazendo igualmente fé.

Austria.

Bélgica.

Dinamarca.

Finlândia.

França.

República Federal da Alemanha.

Grécia.

Islândia.

Irlanda.

Itália.

Luxemburgo.

Holanda.

Noruega.

Portugal.

Espanha.

Suécia.

Suíça.

Turquia.

Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte.